
Commissaire aux Comptes
Expert comptable DPLE
Diplômé Hautes Etudes Commerciales et financières
Ecole supérieure de Commerce de PAU

I C A M site de TOULOUSE
INSTITUT CATHOLIQUE D'ARTS ET METIERS
SITE DE TOULOUSE
Association 1901
75, Avenue de Grande Bretagne
31300 TOULOUSE

Siret : 399 252 154 00048

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

I C A M site de TOULOUSE
INSTITUT CATHOLIQUE D'ARTS ET METIERS
SITE DE TOULOUSE
Association 1901
75, Avenue de Grande Bretagne
31300 TOULOUSE

Siret : 399 252 154 00048

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de l'Association
Institut Catholique d'Arts et Métiers site de Toulouse;

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Catholique d'Arts et Métiers site de Toulouse relatifs à l'exercice de 12 mois, clos le 31 Décembre 2021, faisant état d'un résultat excédentaire de 264 355,08 €, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prise dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que les incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif qu'en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- appréciation sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur la position raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.
- pour ce qui concerne la gestion des subventions reçues, les produits constatés d'avance la justification des provisions et les charges à payer, nous nous sommes attachés à en vérifier le principe de permanence des méthodes.
- La simplification administrative de l'émission d'une seule facture de scolarité annuelle, regroupant les 2 semestres, génère un poste de produit constaté d'avance pour 2 375 634 € à la clôture de l'exercice

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre de cet audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le

caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Colomiers, le 10 JUIN 2022

Le Commissaire Aux Comptes
Xavier PELICOT



BILAN - Icam Toulouse

ACTIF

	ACTIF	EXERCICE 2021			EXERCICE 2020
		BRUT	AMORT. ET DEPREC.	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement				
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	491 666	489 525	2 141	10 181
	- Autres				
	- Avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	491 666	489 525	2 141	10 181
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)			0	0
	- Constructions sur sol propre			0	0
	- Constructions sur sol d'autrui	6 683 280	3 489 216	3 194 064	3 150 935
	- Installations techniques, matériel et outillage	5 506 792	4 548 228	958 564	819 997
	- Autres	2 021 567	1 737 910	283 657	388 602
	- Immobilisations corporelles en cours	488		488	11 876
	- Avances et acomptes			0	0
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 212 127	9 775 354	4 436 773	4 371 410
A C T I F C I R C U L A N T	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations			0	0
	- Créances rattachées à des participations			0	0
	- Autres titres immobilisés			0	0
	- Prêts	140 198		140 198	125 194
	- Autres	100		100	100
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	140 298	0	140 298	125 294
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	14 844 091	10 264 879	4 579 212	4 506 885
	STOCKS ET EN-COURS	131 532		131 532	122 960
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES			0	1 290
	CREANCES :				
	- Clients divers	4 150 953	180 574	3 970 379	1 955 460
	- Personnel et organismes sociaux	1 000		1 000	1 000
	- Etat et autres collectivités publiques	700 239		700 239	345 798
	- Autres	544 499		544 499	379 765
	TOTAL CREANCES	5 396 691	180 574	5 216 117	2 682 023
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	298 212		298 212	1 080 062
	DISPONIBILITES	3 023 601	6 824	3 016 777	2 127 277
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	75 125		75 125	110 366
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	8 925 161	187 398	8 737 763	6 123 978
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	23 769 252	10 452 277	13 316 975	10 630 863

BILAN - Icam Toulouse

PASSIF

	PASSIF	EXERCICE 2021	EXERCICE 2020
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires	1 199 299	1 199 299
	- Fonds propres complémentaires		
	ECARTS DE REEVALUATION		
	RESERVES		
	- Réserves statutaires ou contractuelles		
R O V I S I O N	- Réserves pour projet de l'entité		
	- Autres		
	REPORT A NOUVEAU	4 910 583	4 597 875
	EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	264 355	312 707
	TOTAL SITUATION NETTE	6 374 237	6 109 881
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	- Subventions d'investissement	599 783	627 046
	- Amortissement des subventions d'investissement		
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
D E T T E S	TOTAL FONDS PROPRES (I)	6 974 020	6 736 927
	FONDS REPORTES ET DEDIES		
	- Fonds reportés liés aux legs et donations		
	- Fonds dédiés	9 595	12 566
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	9 595	12 566
	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques	68 422	181 500
	- Provisions pour pensions et obligations similaires		
	- Provisions pour gros entretien		
	- Autres provisions pour charges	285 139	269 865
①	TOTAL PROVISIONS (III)	353 561	451 365
	DETTE		
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ②	1 839 058	2 055 979
	- Avances et acomptes reçus des usagers		
	- Dettes fournisseurs	457 279	258 153
	- Dettes fiscales et sociales	950 798	893 019
	- Dettes sur immobilisations		
	- Autres dettes		195 736
	- Produits constatés d'avance	2 732 664	27 118
	TOTAL DETTES (IV)	5 979 799	3 430 005
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	13 316 975	10 630 863

① Dont à plus d'un an : 1.620 Keuros / dont à moins d'un an : 219 Keuros

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

COMPTE DE RESULTAT ICAM Toulouse

	2021	2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Participation des familles	3 697 148	3 273 389
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	2 761 957	2 563 833
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	1 133 269	953 314
Produits des activités annexes	40 522	40 682
Subventions d'exploitation	1 368 274	1 378 977
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	636 748	361 444
Autres produits de gestion courante	10	3 505
TOTAL 1	9 637 928	8 575 144
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		88 417
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	785 966	432 153
Variation de stocks	-26 892	
Autres charges externes	1 645 927	1 520 339
Impôts, taxes et versements assimilés	202 257	142 205
Salaires et traitements	3 395 915	3 126 077
Charges sociales	1 528 574	1 368 084
Dotations aux amortissements des immobilisations	622 640	601 398
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	52 709	25 744
Dotations aux provisions	128 253	51 404
Autres charges de gestion courante	1 311 794	1 191 134
TOTAL 2	9 647 144	8 546 955
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	-9 216	28 189
Remboursement des frais sur opérations faites en commun TOTAL 3		
Quote-part des frais sur opérations faites en commun TOTAL 4		
PRODUITS FINANCIERS		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 599	1 408
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		106 721
TOTAL 5	1 599	108 129
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		23 619
Intérêts et charges assimilées	76 562	64 295
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 6	76 562	87 914
RESULTAT FINANCIER (5-6)	-74 963	20 215
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	-84 179	48 404
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	68 269	
Sur opérations en capital	2 500	59 681
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
TOTAL 7	70 769	59 681
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	22 235	
Sur opérations en capital		108 457
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL 8	22 235	108 457
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	48 534	-48 776
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives TOTAL 9	-300 000	-313 079
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	9 710 296	8 742 954
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	9 445 941	8 430 247
EXCEDENT OU DEFICIT	264 355	312 707

ICAM Toulouse

ANNEXE AU BILAN 2021

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

L'Icam Toulouse est une association loi 1901.

L'Association a pour objet de :

Mettre en œuvre les formations nécessaires correspondantes aux diplômes d'ingénieur délivrés par l'Icam.

Créer ou développer des formations continues, des formations initiales par alternance et apprentissage et des formations de promotion sociale dans les domaines qui lui sont propres, conformément aux besoins des branches professionnelles ou aux besoins des entreprises partenaires.

Créer ou développer des formations au-delà du diplôme d'ingénieur :

- par le développement des recherches fondamentales et appliquées ;
- par le transfert technologique et plus généralement par la réalisation de toute collaboration avec les entreprises ;
- par la mise en place de toutes actions nécessaires à la diffusion et à la promotion des savoir-faire de ses départements spécialisés au service de l'industrie et de la recherche.

Acquérir, louer, construire, tout bâtiment pour la mise en œuvre du présent objet de l'association.

Garantir son appartenance à l'Icam, selon les termes de la charte d'appartenance et les développements stratégiques de l'Icam.

Garantir la protection et le droit d'usage de la marque Icam et du logo selon les termes de la charte graphique.

D'une manière générale, l'Association pourra participer à toute structure ou association dont la finalité est compatible avec les missions décrites ci-dessus, concourant au développement des recherches ou de l'enseignement technologique ainsi qu'à la formation des cadres de l'industrie aux techniques de management.

1 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-206 ET, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 Principes comptables retenus

1.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition composé du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.3 Durées d'amortissement (acquisitions subventionnées et autofinancées)

Logiciels informatiques	3 ans
Bâtiment	30 ans
Aménagements intérieurs du bâtiment	10 ans
Matériels et outillages lourds	8 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 ans

1.2.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'achat.

1.2.5 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si un risque de non recouvrement est identifié.

1.2.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au passif du bilan et sont reprises au compte de résultat au même rythme que les amortissements des biens financés.

1.2.7 Provision retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont provisionnés dans les comptes et sont calculés en tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

- Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :
- Salariés concernés : CDI statuts cadre et non cadre
 - Taux d'actualisation : 2,20 %
 - Taux de croissance des salaires : 1 %
 - Age de départ à la retraite : 65 ans.

1.2.8 Fonds dédiés

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

2 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé (en K€)

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit en K€ :

	01/01/2021	Acquisitions	Cessions Rebut	31/12/2021
Immos incorporelles	492			492
Immos corporelles	13 552	693	33	14 212
Immos en cours et acomptes	12		12	-
Immos financières	125	15		140
TOTAL	14 181	708	45	14 844

2.2 État des amortissements

Les variations de l'état des amortissements se décomposent de la façon suivante (en K€)

	AMORTISSEMENTS			
	01/01/2021	Dotations	Sorties	31/12/2021
Immos incorp.	481	8		489
Immos corpor.	9 193	615	33	9 775
TOTAL	9 674	623	33	10 264

2.3 État des échéances des créances et des dettes

La répartition des créances du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance	
		à moins d'un	à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé</i>			
Immobilisations financières	140		140
<i>Créances de l'actif circulant</i>			
Clients et comptes rattachés	4 151	4 151	
Personnel	1	1	
Etat	700	700	
Débiteurs divers	544	544	
Autres comptes	75	75	
TOTAL CREANCES	5 612	5 472	140

La répartition des dettes du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance		
		à moins d'un	de un à cinq	à plus de cinq
<i>Dettes financières</i>				
Emprunts	1 839	219	590	1 030
Trésorerie court terme				
<i>Autres dettes</i>				
Dettes fournisseurs	457	457		
Dettes fournisseurs d'immos	-	-		
Dettes fiscales et sociales	951	951		
Créditeurs divers	-	-		
Autres comptes	2 733	2 733		
TOTAL DETTES	5 980	4 359	590	1 030

2.4 Comptes de régularisation

A l'actif, les charges constatées d'avance s'élèvent à **110 K€** et sont liées à l'exploitation.

Au passif, les produits constatés d'avance s'élèvent à **27 K€** et sont liés à l'exploitation.

2.5 Variation des fonds propres

La variation des fonds propres est la suivante :

	01/01/2021	+	-	31/12/2021
<i>Fonds propres</i>				
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 199			1 199
Report à nouveau créateur	4 598	313		4 911
Report à nouveau débiteur				0
Résultat de l'exercice	313	264	313	264
<i>Autres fonds associatifs</i>				
Fonds associatifs avec droit de reprise				0
Subventions d'investissement	927			927
Amts subv. d'investissement	-300	-28		-328
TOTAL	6 737	549	313	6 973

Affectation du bénéfice de 2020 de + 313 K€ en report à nouveau.

L'amortissement 2021 des subventions d'investissement s'établit à 28 K€. Il figure en produits exceptionnels.

2.6 Provisions

Les variations de l'état des provisions se décomposent de la façon suivante (en K€) :

	01/01/2021	Dotations	Reprises	31/12/2021
<i>Dépréciation d'actifs circulant</i>				
Créances				-
<i>Prov. pour risques et charges</i>				
Litiges	15		15	-
Provisions indemnités retraite	270	67	52	285
Autres	166	61	159	68

2.7 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances sont détaillés comme suit :

Charges à payer	31/12/2021
Fournisseurs	33
Personnel et comptes rattachés	513
Etat et comptes rattachés	8
Divers et comptes rattachés	-
Trésorerie et comptes rattachés	-
TOTAL	554

Produits à recevoir	31/12/2021
Clients	
Personnel et comptes rattachés	
Etat et comptes rattachés	84
Divers et comptes rattachés	844
Trésorerie et comptes rattachés	
TOTAL	928

2.8 Engagements hors bilan

Engagements donnés	31/12/2021
Avals, cautions, garanties	-
Autres engagements	-
TOTAL	-

3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A L'ACTIVITE

Produits d'exploitation

Produits d'exploitation (hors reprises sur prov)	31/12/2021	31/12/2020
Scolarités	3 697	3 254
Financement de l'apprentissage	2 485	2269
Formation continue d'ingénieurs	271	226
Formation Professionnelle		30
Produits des laboratoires (hors subventions)	764	664
Production atelier & école de production	369	289
Activités annexes	47	99
Subventions Etat (MESRI)	283	283
Subventions Région (financement apprentissage)	60	64
Subventions Collectivités locales (divers)		
Subventions recherche académique	225	168
Taxe d'apprentissage	317	319
Autres subventions et dons	430	509
Contributions financières	54	37
Autres produits d'exploitation		
Locations diverses		
Transferts de charges	376	327
TOTAL	9 378	8538

Ressources Formation Professionnelle (y compris formation continue d'ingénieurs)

Origine des fonds	31/12/2021	
	En K€	En %
<i>1 – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>		
Entreprises		
Etat – Collectivités locales – Etab. Publics		
Entreprises	76	28,0%
Particuliers	51	18,8%
<i>2 – Ressources provenant des pouvoirs publics</i>		
Instances Européennes (FSE)		
Etat		0,0%
Régions		0,0%
Autres collectivités territoriales		0,0%
<i>3 - Autres</i>		
Autres organismes de formation		0,0%
Autres ressources	144	53,1%
Total des Ressources FC	271	100%

Transferts de charges

Transferts de charges	31/12/2021	31/12/2020
Premier cycle (lycées partenaires)	128	125
Missions pour le groupe	153	177
Services mutualisés entre structures ICAM	82	7
Autres transferts de charges	13	18
TOTAL	376	327

Résultat exceptionnel

	31/12/2021 (en K€)
Résultat exceptionnel	
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	40
Produits exceptionnels sur ventes d'immobilisations	3
Amortissements de subventions d'investissement	27
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	-13
Autres	-9
TOTAL	48

4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes pour la mission d'arrêté des comptes 2021 ont été provisionnés en intégralité au 31 décembre 2021.

5.3 Effectif moyen

Effectif moyen année civile 2021 (ETP) : 79 salariés

- Permanents Cadres et non cadres : 76 personnes
- CDD d'usage et de remplacement : 3 personnes

Effectif moyen année civile 2019 (ETP) : 68 salariés

- Permanents Cadres et non cadres : 65 personnes
- CDD d'usage et de remplacement : 3 personnes

5.4 Impôt sur les sociétés

Impôts sur les sociétés à taux réduit : 0 K€

Crédit d'impôt Recherche : -300 K€

5.5 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature (de travail, de biens ou de services) ne sont pas significatives et ne sont pas considérées comme des éléments essentiels à la compréhension de l'activité. Elles ne sont donc pas comptabilisées en bas du compte de résultat.

5.6 Transactions significatives avec les parties liées

Les transactions réalisées avec les parties liées sur 2021 sont les suivantes :

Transactions avec les parties liées	Produits	Charges
Groupe Icam	153 (a)	1 176 (c)
Icam Ouest	4	
Icam Lille		
Les Amis de l'Icam	78	
Fondation Féron Vrau		295 (d)
TOTAL	235	1 471

(a) Les produits réalisés avec l'Icam correspondent à des mises à disposition de personnel et à des refacturations diverses.

(b) Les charges facturées par l'Icam concernent les frais de groupe, les frais de mutualisation (enseignement supérieur, entreprises, international, gestion, RH, communication, financements, informatique, assurances et formation professionnelle) et à des refacturations diverses.

(c) Les charges facturées par la Fondation correspondent à des charges de loyers et charges locatives.